

16 Provinces

Moyen-Ogooué/Département de l'Ogooué et des Lacs/Lambaréné/Infrastructures routières

Madeleine Berre visite les chantiers de la commune

Esaïe NDILOROU

Lambaréné/Gabon

But de cette visite de terrain : toucher du doigt l'avancement des travaux et s'assurer du respect du cahier des charges par l'entreprise adjudicataire.

SOUVENT interpellée par ses compatriotes à chacune de ses descentes à Lambaréné, notamment au sujet du mauvais état du réseau routier de cette commune, la ministre Madeleine Berre, n'a cessé d'assurer ses interlocuteurs de ce qu'elle se battra de son mieux pour que cette situation change.

C'est désormais chose faite. D'autant que la réhabilitation des voies communales a été confiée à un entrepreneur reconnu pour son expertise, la société Micka-Service dont le président directeur général est Alain-Claude Kouakou. Ceux qui sont de passage à Lambaréné se rendent effectivement compte de ce que toute la ville est en chantier. Engins lourds, camions et travailleurs sont visibles dans les



La ministre Madeleine Berre...



... a visité tous les chantiers...

rues. Il y a ceux qui posent du goudron, ceux des grands ouvrages d'évacuation d'eau ou ceux qui assurent la circulation alternée de sorte que les combinaisons se passent bien pour tout le monde. C'est donc pour en avoir le cœur net et vérifier que tout se passe bien, dans le respect du cahier des charges, que Madeleine Berre vient de prendre contact avec les responsables de l'entreprise. Elle a fait une halte au carrefour dit des Matériaux, où l'attendait le P-DG de Mika-Service pour lui faire le point de la situation sur le terrain. Mais, la ministre



... en cours de réalisation.

dit vouloir tout visiter. C'est ainsi que conduite par Alain-Claude Koua-

koua avec à ses côtés, le directeur provincial des Travaux publics, Jean-Baptiste

Ozouaki, et celui de l'Aménagement du Territoire, Thierry Davy Boussougou elle a visité tous les chantiers. Du carrefour Matériaux à Lambaréné II, en passant par le pont d'Isaac, Saoty-Dakar, le pont d'Adouma, Adouma, Atongo-Wanga, Lalala, cité SEEG, cité trésor, Madeleine Berre et ses accompagnateurs ont fait le tour du propriétaire pour se rendre compte, près de trois heures durant, de ce qui est fait, de ce qui est en train d'être fait et de ce qui reste à faire, à la lumière du constat établi par eux-mêmes et des explications fournies par le P-DG de

l'entreprise. Au terme de ce marathon, les collaborateurs de la ministre ont affirmé que cette dernière s'est volontairement décidée de faire ce tour des chantiers pour apprécier leur évolution et apaiser les inquiétudes des populations. Pour le membre du gouvernement, il est question de faire en sorte que tous les chantiers pris en charge par l'Etat aillent à leur terme. Il n'est donc plus question de négliger ou de faire main basse sur l'investissement de l'Etat mis en place pour satisfaire les besoins des populations de l'arrière-pays.

Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Mouila/Environnement/Observation forestière

Brainforest outille l'ONG Muyissi Environnement



Elodie Grâce Ntsame Ollomo et Olivier Meyé Obiang de l'ONG Brainforest animant la formation.



Quelques participants.



Les représentants des villages Nzemba/Mamiengué se sont eux aussi entretenus avec la délégation de Brainforest.

DKT

Mouila/Gabon

Les membres de l'Organisation non gouvernementale Muyissi Environnement viennent de boucler une formation à Mouila sur les techniques de surveillance des forêts. Un renforcement de capacités qui puise son origine dans l'exploitation illégale des forêts.

A Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié, la délégation d'experts de l'ONG Brainforest conduite par Elodie Grâce Ntsame Ollomo, a consacré 72 heures de formation sur l'observation indépendante visant à documenter les méthodes de surveillance des forêts,

afin de mieux relever et dénoncer les infractions commises par les exploitants véreux. Cet atelier, qui s'est déroulé du 8 au 11 août dernier, est le fruit d'un partenariat entre l'ONG Muyissi Environnement dont le siège se situe à Mouila et Brainforest.

L'observation indépendante des forêts, selon Elodie Grâce Ntsame Ollomo, chef de projet chez Brainforest, se définit comme l'ensemble d'activités de surveillance, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement conduit par des tiers dont l'objectif vise une meilleure application des normes pouvant contribuer à améliorer la gouvernance, la préservation des ressources naturelles et de l'en-

vironnement, la protection des droits sociaux sans omettre l'augmentation et une meilleure répartition des revenus.

Les missions des acteurs non étatiques s'effectuent souvent sans un accord formel direct avec l'administration technique. La société civile a besoin de certains outils pour collecter, analyser et partager les informations sur des thématiques touchant la gestion des ressources naturelles. "La principale contrainte de cette forme d'observation indépendante, c'est que l'accès aux sites d'activités n'est pas garanti", déplore Olivier Meyé Obiang, juriste à l'ONG Brainforest.

Cette formation s'inscrit dans le processus de redy-

namisation et de mise en place des cellules de suivi de la "gestion et gouvernance forestière autour du projet voix des citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo "CV4C". La loi n°7/2014 du 1er août 2014 relative à la protection de l'environnement en ses articles 7 et 13, prévoit que toute personne a le droit de garder son environnement sain et propice pour son développement, et les ONG du secteur vert peuvent bénéficier d'un agrément auprès du ministère compétent. Pour le président de Muyissi Environnement, Ladislav Désiré Ndembet, cette formation est une véritable opportunité en termes de renforce-

ment de capacités. Après avoir été formés, les membres de l'ONG locale se sont rendus au regroupement de villages de Mamiengué, dans le département de Tsamba-Magotsi, pour renforcer à leur tour les acquis des communautés villageoises. A la moindre infraction, les populations établies autour des exploitations forestières sont tenues de donner les alertes à partir d'une bonne information. Le projet CV4C réunit le Congo, le Cameroun, la RCA, RDC, le Congo et le Gabon, tous pays du Bassin du Congo avec pour objectif de renforcer la contribution des acteurs non étatiques (société civile, peuples autochtones et communautés locales) dans la gestion du-

rable des forêts. Ce même projet veut aboutir à l'élaboration d'un guide pratique commun sur la surveillance des forêts au sein des plateformes nationales. Brainforest, à travers cette série de formations, se lance dans son plan de réactualisation des cellules de suivi existantes dans la Ngounié et ailleurs. Exécuté entre 2011/2013 par Brainforest et, dans le cadre du projet "Assimilation et vulgarisation des éléments du plan d'action FLEGT, lors de sa participation qualitative aux travaux de négociation et de mise en œuvre de l'accord de partenariat volontaire, la société civile gabonaise s'est davantage engagée à défaire tous les plans des forestiers illégaux.